

MALIK SALEMKOUR,
président de la LDH

Débattre pour un avenir

Les résultats d'une consultation électorale en France sont toujours instructifs. Ils éclairent sur l'état de notre démocratie, sur les rapports de force politiques comme sur les préoccupations du moment.

Le 26 mai 2019, il s'agissait de procéder, comme tous les cinq ans, à la désignation des représentants français au Parlement européen.

Avec 50 % de participation l'abstention reste, en pourcentage comme en valeur absolue, très élevée. C'est néanmoins le taux le plus bas à ce type d'élections depuis 1994 (47,2 %), loin du record absolu constaté lors du premier scrutin européen en 1979 (39,3 %). Elle est aussi en forte baisse par rapport à 2014 (57,6 %), et ceci de manière imprévue, les sondages la donnant à des niveaux très supérieurs. Ce sont quatre millions d'électorales et d'électeurs supplémentaires qui se sont déplacés pour un scrutin qui ne passionnait plus les foules. Il y a là un signe politique qui mérite que l'on s'y arrête.

Le fait que ce soit la première consultation électorale depuis les élections présidentielles et législatives qui ont vu l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron et de sa majorité à l'Assemblée nationale a sûrement été un facteur d'engagement autour de problématiques nationales, dans un contexte social troublé, les électrices et électeurs voulant, par ce vote, soutenir ou contester les orientations prises depuis 2017.

Alors que le fonctionnement réel des institutions européennes reste méconnu pour beaucoup, les enjeux européens n'ont pas été absents des débats publics. La place de l'Union européenne a été posée aux côtés de celle des nations la composant, dans un contexte international menaçant et déstabilisant, avec des grandes puissances à l'offensive dans la défense de leurs propres intérêts : Chine, Russie, ou Etats-Unis de Donald Trump.

Les questions d'environnement, de protections sociales, de convergences économiques et fiscales dans un système financier ultralibéral déstructurant ont été présentes, de même que les réponses à apporter aux mouvements migratoires, en pleine crise de l'accueil des migrants dans les différents pays européens et frontaliers de l'Europe. Cette mobilisation électorale en hausse témoigne d'une vitalité démocratique positive qui reste cependant à conforter. Elle traduit une toujours vive appétence à la chose publique, à l'intérêt général, à la politique dans son sens premier, en marquant une confiance renouvelée aux principes du système représentatif, plus qu'interrogé dans la période, en France et en Europe. Faire vivre la démocratie implique cette citoyenneté effective de toutes et de tous. Des efforts restent à faire pour convaincre une partie de l'électorat de s'exprimer (aussi) par le vote. Je pense aux habitants des quartiers populaires et aux jeunes. C'est évidemment d'abord aux partis politiques de prouver leurs utilités, de traduire leurs aspirations et de donner du sens et des perspectives. Leur crédit viendra de leur capacité à les comprendre et à les défendre. Mais c'est aussi aux acteurs de l'éducation populaire et de promotion de la citoyenneté comme la LDH de reprendre un travail d'écoute, d'implication, de responsabilisation, sur tous les territoires.

Une extrême droite qui tire profit d'une offre politique morcelée

Si la demande politique est là, ces résultats sont préoccupants sur la qualité de l'offre, plutôt des offres, et sur les valeurs et messages qu'elles portent au regard des droits et libertés. La fragmentation de l'offre politique, avec trente-quatre listes proposées aux suffrages, confirme la puissance de forces

« Les préoccupations environnementales, devenues essentielles, ouvrent une perspective de recomposition politique dès lors qu'elles aident à construire une ambition écologique, sociale et solidaire, bousculant les systèmes politiques et économiques en place. »

d'égalité

centrifuges à l'œuvre avec la multiplication de positions catégorielles, et, en écho, l'absence de convergence sur une vision d'ensemble partagée. La déflagration du paysage politique connue lors de la présidentielle se poursuit avec des partis de gouvernement explosés et désarçonnés, comme dans une grande partie des pays européens. Leur ralliement à des politiques gestionnaires indistinctes, d'accompagnement d'un système économique précarisant et inégalitaire, aboutit à une remise en cause fondamentale du clivage droite/gauche, qui écarte un cadre global d'appréhension du politique et de l'action publique, sûrement à parfaire, et favorise les technocraties ou les extrêmes autoritaires.

Dans ce contexte, comme en 2014, l'extrême droite est arrivée en tête, avec 23,3 % pour le seul Rassemblement national (RN), score inférieur à celui de 2014 (24,8 %) mais, avec 5,28 millions de voix, il gagne cinq cent soixante-dix mille voix. Après son changement de nom, le RN s'affirme comme une option qui devient possible autour d'une idéologie qui reste la même que celle du Front national : démagogique, inégalitaire, liberticide, sécuritaire et xénophobe. Il surfe sur l'échec des pouvoirs successifs en place à améliorer, pour une majorité, leurs conditions de vie concrètes, à leur offrir une sécurité sociale et une perspective de progrès face à une précarité et des injustices croissantes. Sa force est moins en lui-même que dans la faiblesse et la crédibilité des alternatives. Reste que ses propositions sont à combattre car elles menacent la paix civile et sociale, les plus fragiles et les minorités, et, comme aussi en pratique, elles bafouent les valeurs de laïcité, de liberté et de justice, égales pour toutes et tous. Le plus inquiétant est qu'elles irriguent les autres forces politiques, particulièrement à droite, comme

en matière d'immigration, de stigmatisation de l'islam, de primauté du répressif et du contrôle sur le social et les libertés. La majorité présidentielle n'est pas exempte de reproches en la matière. Elle est arrivée deuxième avec 22,4 % des voix, incapable d'endiguer le RN, ce qu'elle promettait en imposant ce duel dans l'opinion publique. Ce résultat révèle une base électorale mouvante et sa fragilité, tant au niveau national que sur la scène européenne, où le président de la République paraît isolé. Il lui revient d'en tirer les leçons, mais penser s'imposer comme seul rempart à l'extrême droite est dangereux pour notre démocratie, la crédibilisant d'une part, et, d'autre part, visant perversément à étouffer toute critique à son action. Les questions d'environnement ont aussi marqué ce scrutin. L'importance d'agir vite sur les causes et les effets des dérèglements climatiques a été largement affirmée. Elle rejoint les mobilisations, notamment de la jeunesse, sur le sujet, même si celle-ci a peu voté. Le score inattendu de la liste écologiste, tout en restant modeste, à 13,4 %, traduit cette dynamique. A côté, les forces de gauche éclatées sont marginalisées, aucune ne bénéficiant des insatisfactions sociales actuelles.

Ces préoccupations environnementales, devenues essentielles, ouvrent une perspective de recomposition politique dès lors qu'elles aident à construire une ambition écologique, sociale et solidaire, bousculant les systèmes politiques et économiques en place. Elle reste embryonnaire et devra intégrer les droits et libertés, sans lesquels elle peut dériver. Repenser le monde, agir pour un avenir protecteur et durable, avec et pour toutes et tous, sont les enjeux de la période. La LDH y prendra sa part. ●